

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle internationale et dans le monde arabe**Innovation capacity and competitive position of the Algerian economy internationally and in the Arab world****Dr. Mohammed BAROUDI**

Ecole Supérieure de Commerce (ESC), Algérie, m_baroudi@esc-alger.dz

*Reçu le :15/05/2021**Accepté le :19/06/2021**Publié le :30/06/2021***Résumé :**

Cet article a pour but d'analyser la compétitivité de l'économie algérienne et ses capacités d'innovation. Nous avons recourus à une méthode documentaire pour la collecte de données à partir des sources du World Forum (WEF). Les résultats de notre analyse mettent en exergue des faiblesses inquiétantes, particulièrement, au niveau de l'efficacité des marchés et des capacités d'innovation. La littérature traitant la compétitivité confirme la relation de cause à effet entre l'innovation et la compétitivité, par ailleurs, les postulats de la compétitivité selon les experts du WEF reposent sur le processus : Facteurs de base – Facteurs de l'efficacité – Capacités d'innovation.

Mots-clés : Compétitivité – Innovation – Capacités d'innovation – Efficacité – Facteurs de base

Abstract:

This article aims to analyze the competitiveness of the Algerian economy and its capacity to innovate. We used a documentary method for collecting data from World Economic Forum (WEF) sources. The results of our analysis highlight critical weaknesses, particularly in terms of market efficiency and innovation capacity. The literature dealing with competitiveness confirms the causal relationship between innovation and competitiveness, moreover, the postulates of competitiveness according to WEF experts are based on the process: Basic factors - Efficiency factors - Innovation capacity.

Keywords: Competitiveness – Innovation – Innovation capacity – Efficiency – Basic Factors

* **Mohammed BAROUDI**

Introduction

Une entreprise est compétitive si elle parvient à innover dans toutes les strates de l'organisation, sur les plans des processus et procédures, des biens et services, des procédés et, aussi, des modèles d'affaires. Autrement dit, elle est compétitive si elle est en mesure de développer des avantages concurrentiels par rapport aux entreprises exerçant des activités similaires. Selon ce principe, la compétitivité d'une nation se manifeste à travers ses capacités à créer la richesse, à accroître le bien-être social et à mettre en place un environnement propice au développement des comportements innovants et créatifs au niveau des entreprises et des organisations à but non lucratif.

Soixante ans après son indépendance, l'économie algérienne est encore loin de pouvoir rivaliser avec les économies du monde. Les statistiques des indices de compétitivité et d'innovation fournies par des organismes internationaux comme le *World Economic Forum* (WEF) et *Global Index Innovation* (GII) sont éloquentes quant à l'incapacité de l'économie algérienne à se régénérer et à occuper une position compétitive sur les marchés internationaux. Le fait d'être compétitif à l'international est une opportunité pour s'impliquer dans un processus d'excellence incrémentale et de progresser sur la courbe d'expérience.

Un pays aussi riche que l'Algérie, disposant de ressources humaines et naturelles qui peuvent lui permettre de se développer sans contraintes majeures, occupe une position inconfortable et incompréhensible dans le classement mondial de la compétitivité. Dans ce contexte, et à lumière des données publiées, annuellement, dans les *Global Competitiveness Report* (GCR) du WEF, nous essayons d'apporter une réponse pertinente à la question suivante:

Quels sont les facteurs qui freinent la propension à l'innovation de l'économie algérienne et l'empêchent d'améliorer sa position compétitive internationale et dans le monde arabe ?

L'importance de cette étude réside dans le fait qu'elle établit une comparaison de notre économie avec un échantillon de pays arabes sur la période 2010-2019 et qu'elle examine l'ensemble des indices de sa compétitivité pour l'année 2019, selon une grille établie par *World Economic Forum* (WEF) et, ce, afin de mettre en évidence la position compétitive de l'économie algérienne et ses faiblesses à partir des données publiées, annuellement, dans les *Global Competitiveness Report* (GCR) édités par WEF. Nous analyserons, ainsi, les facteurs de base qui favorisent le passage, en premier lieu, à la phase d'efficacité et, ensuite, à la phase de la sophistication économique et de l'innovation. Le degré de maîtrise des capacités d'innovation détermine l'aptitude d'une économie à atteindre la phase de l'innovation et, par conséquent, l'avancement dans le classement parmi les pays les plus compétitifs.

Méthodologie de l'étude

Notre approche s'appuie sur l'hypothèse de la relation entre les concepts d'innovation et de compétitivité et que nous démontrerons plus bas. Pour étudier la position compétitive de

l'économie algérienne, nous adoptons une méthode de recherche documentaire qui va nous permettre d'analyser les scores d'indices de compétitivité selon la grille du WEF. Cet organisme international émet chaque année un *Global Competitiveness Report* (GCR).

La mesure de la compétitivité pose le problème de la multiplicité de ses Niveaux. Pour cela, les experts du WEF ont élaboré une grille composite qui prend en considération les différents niveaux de la compétitivité. Cette grille est composée de douze (12) piliers, ceux-ci comprennent quatre-vingt-dix-huit (98) indices. Les quatre-vingt-dix-huit (98) indices sont répartis sur trois phases du processus de développement : la phase des facteurs de base, la phase de l'efficacité et la phase de la sophistication économique et de l'innovation. L'argument des concepteurs de la grille du WEF est que la compétitivité des nations s'obtient par la compétitivité des entreprises et des industries. Les avantages concurrentiels réalisés par les entreprises attisent la compétitivité au sein des industries qui, en conséquence, concourt à la compétitivité de la nation.

Cette étude couvre la période 2010-2019. C'est la période durant laquelle les données concernant l'économie algérienne étaient régulièrement publiées. La comparaison s'est faite par rapport à un échantillon de seize (16) pays arabes y compris l'Algérie. Le rapport du WEF de 2019, année de référence pour notre analyse, a traité un échantillon global de cent quarante et un (141) pays.

1-Concepts d'innovation et de compétitivité

Selon le manuel d'Oslo, l'innovation est : «la mise en œuvre d'un produit (bien ou service) ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures» (OECD, 2001, p54). Cette définition met en évidence plusieurs types d'innovation comme l'innovation des biens et des services, l'innovation de procédé, l'innovation organisationnelle et l'innovation managériale.

L'innovation peut être radicale ou incrémentale (d'amélioration). L'innovation radicale (IR) se définit par une nouveauté technologique qui rend les connaissances et la technologie existante obsolètes. Elle doit apporter un avantage inédit et décisif au client et le pousser à accepter de changer considérablement son comportement (Gemünden & al., 2007, p411) et de s'engager dans un investissement financier considérable. Elle entraîne, également, un changement significatif dans les routines de l'organisation (Story & al., 2008, p189) et peuvent, aussi, entraîner des risques personnels pour les participants et les dirigeants d'entreprises en place. Elle est compatible avec les nouveaux processus qui échappent largement à la systématisation (O'Connor, McDermott, 2004, p11). L'IR est critique pour le succès de l'entreprise à long terme (McDermott, O'Connor, 2002, p425) et pour l'acquisition d'un avantage concurrentiel (Souto, 2015, p144).

Or, l'innovation incrémentale est une modification ou une amélioration introduite sur une innovation existante, elle est basée sur les connaissances et les capacités existantes. Elle est plus facile à réaliser mais moins compétitive (Vyas, 2005, p112). Pour certains, l'innovation incrémentale est incontournable pour l'élaboration des stratégies d'innovation et joue un rôle important dans la diffusion et le marketing de l'innovation (Sen, Ghandforoush, 2011, p34), elle est, en outre, susceptible d'offrir aux petites et moyennes entreprises un avantage concurrentiel du fait que son processus de mise en œuvre est plus simple et plus rapide (Bhaskaran, 2006, p76).

Le concept de compétitivité, malgré qu'il soit largement utilisé dans le langage économique, ne semble pas encore avoir une définition unanimement admise. Selon Michael Porter, il en existe plusieurs définitions (Porter, 1990, p14) :

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle internationale et dans le monde arabe

- la compétitivité d'une entreprise signifie son aptitude à être en mesure de gagner la bataille de la concurrence dans les marchés étrangers,
- pour les experts du congrès américain, la compétitivité d'une nation signifie que celle-ci possède une balance commerciale positive,
- pour certains économistes, la compétitivité signifiait un faible coût unitaire du travail ajusté aux taux de change.

Des efforts ont été consentis, vainement, par les théoriciens et les praticiens en vue d'obtenir une définition généralement acceptée et ce en raison de la diversité des niveaux de la compétitivité (Produit / Services, Firms/Industrie/Secteurs économiques, Région/National/International). En outre, la pluralité des définitions sèment la confusion autour de ce concept (Siggel, 2006, p140). Vu la complexité du concept, il a été suggéré d'utiliser des indicateurs composites pour mieux cerner l'ensemble des niveaux de mesure (Siudek, Zawojka, 2014, p100).

Le WEF définit la compétitivité comme un «ensemble d'institutions, de politiques et de facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays». Cette définition est plus compatible avec sa grille de mesure qui appréhende la compétitivité sur les plans macro et microéconomique. Elle met en exergue le rôle crucial des institutions et des facteurs de l'environnement qui sont susceptibles d'influencer positivement la compétitivité et la productivité d'un pays. La compétitivité peut être définie, aussi, par rapport à la capacité d'une région à exporter davantage en valeur ajoutée qu'elle importe. Cette optique a pour avantage d'inciter les différentes régions d'un pays à innover dans des branches qui leur sont propres et de créer, ainsi, une économie diversifiée et rentable.

2-Relation entre innovation et Compétitivité

La politique publique de l'innovation influence les capacités compétitives des entreprises (Sousa, 2019, p90) et leur permet d'affiner leur visions et d'élaborer des stratégies de développement à long terme. L'innovation influe sur la compétitivité et la croissance économique que ce soit au niveau micro ou macro-économique (Sener, Sarıdogan, 2011, p816). Les effets de l'innovation sur l'amélioration de la compétitivité se manifestent sur le plan des coûts, du gain de la productivité et de la diversification des produits sur les marchés mondiaux. Grâce à son impact sur la productivité, l'innovation favorise, aussi, la mise en place d'industries complètement nouvelles (Ahlstrom, 2010, p11). Les innovations incrémentales de productivité sont la principale source de la compétitivité des entreprises et des nations. Elles sont à l'origine de la réussite des économies émergentes comme celles de la Chine (Mériade, 2016, p54) et de la Turquie (Casadella, 2018, p81-87).

Selon Michael Porter, le concept de "productivité nationale" est le concept le plus significatif de la compétitivité d'une nation (Porter, 1990, p29). L'augmentation du niveau de vie dépend de la capacité des entreprises d'un pays à atteindre des productivités de niveaux élevés et constamment croissantes dont la richesse est justement régie par la productivité. La compétitivité et la prospérité ne sont pas un jeu à somme nulle (Porter, 1990, p2) car plusieurs nations peuvent améliorer simultanément leurs productivités et leurs richesses. Néanmoins, les pays les moins compétitifs auront moins de chance d'améliorer leurs richesses.

Le progrès technique et le développement des procédés technologiques impactent positivement la productivité des entreprises et des industries. En effet, les résultats des études empiriques désignent l'innovation de procédé comme le principal moteur des gains de productivité dans l'industrie (Mairesse, Robin, 2011, P38). Les gains de productivité de l'ensemble des secteurs d'activité s'ajoutent, ils améliorent la compétitivité et amplifient la

croissance économique de la nation. Ceci dit, dans une économie productive, les entreprises réduisent leurs coûts et se retrouveront, en conséquence, dans une meilleure posture pour régner sur le marché local et conquérir les marchés internationaux.

Joseph Schumpeter est le premier théoricien qui a introduit le concept d'innovation dans la pensée économique moderne et qui a apporté les premières tentatives de clarification du rôle de l'innovation dans le développement économique. Cet économiste a mis en avant le concept des grappes d'innovations pour expliquer les cycles de Kondratieff. Le modèle de développement économique capitaliste n'est pas statique comme le suppose les néoclassiques. L'équilibre est une situation anormale (Lakowski-Laguerre, 2006, p84). En revanche, le déséquilibre est un mode de fonctionnement normal et nécessaire à la dynamique économique. Les goûts des consommateurs, l'innovation et la croissance sont des facteurs qui s'interagissent et se conditionnent mutuellement; les changements historiques observés n'en sont que des conséquences. (Schumpeter, 1939, p82).

Dans les deux principaux œuvres de Joseph Schumpeter : *the theory of economic development* (1912) et *capitalism, socialism and democracy* (1943), nous constatons que la pensée schumpéterienne a évolué d'une conception d'innovation tribulaire de la combinaison innovante de l'entrepreneur à une conception d'innovation organisée qui émerge dans les structures de R&D des grandes entreprises. Dans la première conception et dans un esprit de compétitivité, les innovations développées par les entrepreneurs engendrent des vagues de destruction création (Mark 1) sur les innovations existantes et offrent, ainsi, aux imitateurs l'opportunité d'initier des grappes d'innovations incrémentales, qui ont pour conséquence de prolonger le cycle de croissance économique. La deuxième conception, c'est plutôt un processus d'accumulation créatrice (Mark 2) que de destruction création.

C'est grâce aux capacités d'innovation de l'entrepreneur schumpetérien (Mark 1) ou des managers des grandes entreprises (Mark 2) que les économies créent leur propre dynamique et favorisent la résolution des problématiques socio-économiques inextricables des populations. Les capacités nationales s'obtiennent par les synergies de l'ensemble des secteurs marchands et non marchands du pays. Les capacités d'innovation des entreprises sont au cœur de la dynamique économique. Elles sont cruciales pour la performance des entreprises, elles sont primordiales pour la formation des systèmes nationaux d'innovation (Casadella, Uzunidis, 2018, p1). L'innovation, le développement des techniques de distribution, l'évolution de l'organisation de la production et des procédures permettent de se maintenir à un niveau optimal de croissance économique (Penrose, 1959, p142).

La capacité d'innovation d'une entreprise est définie comme son «attitude globale à réagir aux sollicitations de son environnement - interne ou externe... la capacité à innover d'une PME a été étudiée en tant que capacité à mettre en œuvre des pratiques de pilotage de l'innovation» (Enjolras & al., 2018, p18). Les capacités d'une entreprise sont, entre autres, les capacités d'introduction de nouveaux process, de nouveaux produit ou de nouvelles idées d'organisation (Koc, Ceylan, 2007, p105), la maîtrise du marketing mix (Efrat & al., 2017, p4), les capacités d'apprentissage et d'adaptation aux nouvelles technologies (Casadella, Uzunidis, 2018, p1). Elles sont à l'origine des différences entre les entreprises en matière de compétitivité.

Les capacités nationales d'innovation sont les capacités d'un pays en tant qu'entité politique et économique, à produire et à commercialiser un flux de technologies innovantes à long terme, à disposer d'une infrastructure d'innovation traversant l'ensemble des secteurs et à asseoir un environnement propice à l'innovation dans les grappes industrielles (Furman & al., 2002, p 899). Les capacités nationales (Foray, Hollanders, 2015, p213) sont, par ailleurs, déterminées par :

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle internationale et dans le monde arabe

- les conditions économiques telles que la finance, la concurrence, le marché du travail, l'ouverture au commerce international;

- l'infrastructure scientifique et les centres de création des connaissances et des savoirs comme les universités et les organismes publics de recherche et de transfert de technologie;

- les capacités des entreprises d'absorption et de production de connaissances (intensité de R&D, coopération, environnement d'innovation spécifique au cluster);

- le niveau et la composition du capital humain.

La capacité des entreprises à apprendre et à accéder aux connaissances actuelles et à maîtriser les techniques de transformation des données existantes en nouvelles connaissances sont des activités déterminantes pour le progrès social et économique des nations (Wixted, 2009, p23). Les capacités nationales d'innovation sont formalisées par les experts du *WEF* en deux piliers (11^e et 12^e) de la grille de mesure de la compétitivité (*GCR*, 2019):

- 11^e pilier : comprend les indices du coût de lancement d'une entreprise, du temps pour lancer une entreprise, de la solvabilité du cadre de régulation, de l'attitude vis-à-vis de l'entrepreneuriat, de la volonté de délégation des pouvoirs, de la croissance des entreprises innovantes, du nombre d'entreprises qui adoptent des idées de rupture;

- 12^e pilier : comprend les indices de la diversité de la force du travail, de l'état de développement des clusters, de la co-invention, de la collaboration multipartite, du nombre des publications scientifiques, de l'importance de la demande sur les brevets d'invention, du volume des dépenses sur la R&D, de la prééminence des institutions de recherche, de la sophistication de la vente (Prix aux performances des produits) et de la demande internationale sur les marques.

La compétitivité d'une nation dépend de la capacité de ses industries à innover et à se moderniser et à aller bien au-delà des incitations publiques comme la réduction des taxes et des taux d'intérêt qui ne sont que des incitations de soutien à l'innovation. Le soutien politique qu'un Etat peut apporter aux organisations pour qu'elles puissent innover et être compétitives s'appuie sur trois forces motrices interdépendantes: l'infrastructure sociale et les institutions politiques, la politique monétaire et fiscale et l'environnement microéconomique (Delgado & al., 2012, p1).

Dans l'approche de Michael Porter, la compétitivité est basée sur l'idée qu'une nation ait plus de chances à réussir dans les industries où le «diamant» national¹ est le plus favorable (Porter, 1990, p100). Les avantages de l'un des déterminants du diamant national peuvent créer ou améliorer les avantages des autres. Les déterminants de l'avantage national, selon Michael Porter, sont :

- la stratégie de l'entreprise, structure et rivalité ;
- les conditions des facteurs ;
- les industries connexes et de soutien ;

¹ Le «diamant» est un système qui se renforce mutuellement et l'effet d'un déterminant dépend de l'état des autres.

- les conditions de la demande.

L'approche de Michael Porter de la compétitivité a fait l'objet de critiques de la part de certains chercheurs à l'instar de Paul Krugman qui la qualifie de l'obsession dangereuse (Krugman, 1994, p29) du fait que le chômage en Europe n'est pas la conséquence du manque de compétitivité par rapport aux USA et au Japon et qu'on ne peut pas appliquer les règles de compétitivité des secteurs sur les pays (Krugman, 1996, p40).



Au niveau de l'industrie, la compétitivité se concentre sur l'avantage concurrentiel, en ce sens, les entreprises évoluant sur une industrie excellent, notamment, dans le développement des innovations de process afin d'obtenir des avantages sur les coûts. Les études empiriques montrent qu'en Europe l'innovation est le principal facteur qui permet de réduire les frontières technologiques entre les pays de l'est et les pays de l'ouest de l'Europe (Petrariu & al. 2013, p15). Afin d'améliorer en permanence leur compétitivité, les nations portent plus d'intérêt à la mise en place des industries performantes et productives, et ce en régulant les secteurs et en instaurant un environnement favorable à l'émergence des comportements innovants et compétitifs.

Au niveau des entreprises, la compétitivité se traduit par leurs aptitudes à lancer des biens et des services de qualité supérieure et à des coûts inférieurs par rapport à ceux des concurrents nationaux et internationaux. La compétitivité est synonyme de la capacité des entreprises à rémunérer leurs employés et à réaliser une rentabilité à long terme (Buckley & al., 1988, p176).

Les composantes de la compétitivité des entreprises sont la productivité, la qualité, la flexibilité et l'innovation (Meier, 2005, p6). Bien que l'innovation soit une composante de la compétitivité, elle est, en outre, indispensable pour rendre l'organisation plus flexible, les process et les procédés plus productifs et les biens et services plus performants. Les entreprises améliorent ces caractéristiques en continu afin de gagner un avantage sur les meilleurs concurrents du monde et ce grâce à la pression concurrentielle et les défis imposés par la compétitivité, à la présence de rivaux nationaux agressifs, à la présence des fournisseurs locaux efficaces et de clients exigeants. Les firmes innovantes sont, inéluctablement, compétitives ; elles génèrent de la croissance économique et des créations d'emploi (Ahlstrom, 2010, p11).

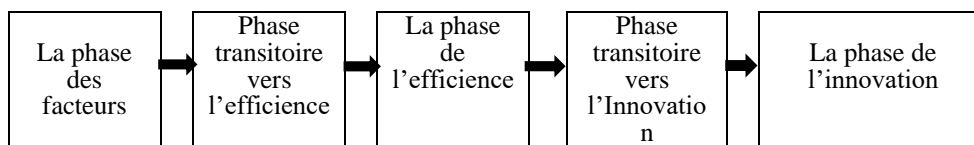
3-Analyse de La compétitivité de l'économie algérienne

Chaque année, le *World Economic Forum* (WEF) édite un *Global Competitiveness Report* dans lequel ils sont classés près de cent quarante (140) pays en fonction des scores obtenus sur les douze (12) piliers de la compétitivité comme le montre le tableau n°1. Les douze piliers comptent quatre-vingt-dix-huit (98) indices. Ce même rapport, pour l'année 2019, classe l'économie algérienne à la 89^e position sur 141 pays et la loge, ainsi, à la même enseigne que le Liban (88^e), l'Équateur (90^e), le Botswana (91^e), l'Égypte (93^e) et la Namibie (94^e).

La position qu'occupe une économie dans le processus de développement, comme l'illustre la figure n°1, est déterminée par les scores des cinq (5) piliers (40 indices) pour l'étape des facteurs, cinq (5) piliers (40 indices) pour l'étape de l'efficacité des marchés et deux (2) piliers (18 indices) pour l'étape de l'innovation et de la sophistication économique.

Figure n°1 : Les douze (12) piliers constituant la grille de mesure de la compétitivité selon le WEF

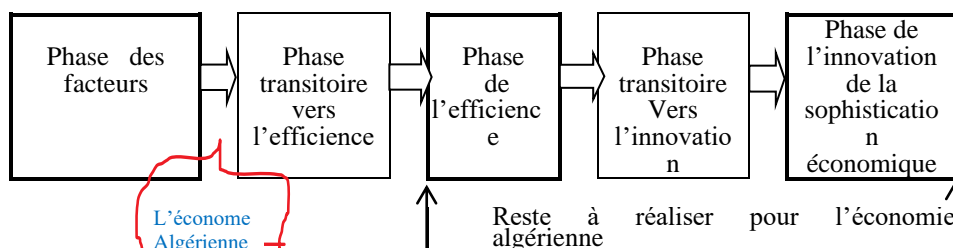
Les facteurs de base (<i>Basic requirements</i>)	Les facteurs d'efficacité (<i>Efficiency enhancers</i>)	Innovation et sophistication économique
1 ^{er} pilier : Institutions 2 ^{ème} pilier : Infrastructure 3 ^{ème} pilier : ICT adoption 4 ^{ème} pilier : Stabilité macro- économique 5 ^{ème} pilier : Santé	6 ^{ème} pilier : Expertises et compétences 7 ^{ème} pilier : Efficacité du marché de produits 8 ^{ème} pilier : Efficacité du marché du Travail 9 ^{ème} pilier : le développement du marché Financier 10 ^{ème} pilier : Taille du marché	11 ^e pilier : Dynamique économique (Sophistication économique) 12 ^{ème} pilier : Capacités d'innovation
40 Indices	40 indices	18 indices



Source : Etabli par nos soins à partir du GCR, (WEF, 2018), <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth> (Consulté le 02/04/2021)

L'économie algérienne, comme le montre la figure n°2, ci-dessous, se positionne en phase intermédiaire entre la phase des facteurs et celle de l'efficacité, c'est-à-dire, le taux d'innovation de 10% exigé pour accéder à la phase d'efficacité n'est pas atteint.

Figure 2 : La position compétitive de l'économie algérienne tout au long de période 2010-2019 selon les GCR du WEF



Source : Etablie par nos soins à partir des données des GCR pour la période 2010-2019 ; www.weforum.org (Consulté le 18/01/2021)

En effet, l'Algérie est en situation de *stand by* pour une éventuelle propulsion à la phase d'effcience. Elle est loin même de la phase transitoire vers la phase de l'innovation. Notre économie campe sur cette position depuis 2010. Les scores des indices qui favorisent le passage à une position compétitive plus avancée, sur la période 2010-2017, ne sont pas satisfaisants, ils ne montrent aucun signe de progrès.

Pour une meilleure compréhension de la position compétitive de l'économie algérienne, une comparaison avec les économies des pays arabes est plus qu'intéressante pour notre analyse car elle nous permettra de montrer que le défi de la compétitivité est déjà relevé par des pays arabes à court d'expérience et amoindris en matière de potentiel humain comparativement à l'Algérie. Les Emirats arabes et le Qatar en sont des cas très significatifs pour notre étude.

Tableau n°1 : Classement de la compétitivité de l'économie algérienne par rapport aux économies du monde et aux économies arabes

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	M.* A.**	M. A.	M. A.	M. A.	M. A.	M. A.	M. A.	M. A.	M. A.	M. A.
Qatar	11 1	14 1	11 1	13 1	16 2	14 1	18 2	25 2	30 2	29 2
Arabie Saou.	21 2	17 2	18 2	20 3	24 3	15 2	29 3	30 3	39 3	36 3
Emirats Ar.	25 3	27 3	24 3	19 2	12 1	17 3	14 1	17 1	27 1	25 1
Tunisie	32 4	40 7	---/---	83 9	87 10	92 10	95 10	95 10	87 ?	87 9
Oman	34 5	32 4	32 4	33 4	46 6	62 6	66 6	62 6	47 4	53 6
Kuwait	35 6	34 5	37 6	36 5	40 4	34 4	38 4	52 5	54 6	46 5
Bahreïn	37 7	37 6	35 5	43 6	44 5	39 5	48 5	44 4	50 5	45 4
Jordanie	65 8	71 8	64 7	68 7	64 7	64 7	63 8	65 7	73 7	70 7
Maroc	75 9	73 9	70 8	77 8	72 8	72 8	70 7	71 8	75 8	75 8
Egypte	81 10	94 12	107 9	118 11	119 11	116 2	115 12	100 11	9 10	93 12
Algérie	86 11	87 10	110 10	100 10	79 9	87 9	87 9	86 9	92 9	89 11
Liban	92 12	89 11	---/---	---/---	---/---	101 1	101 11	105 12	---/---	88 10
Yémen	---/--	138 14	140 13	145 13	142 13	---/---	138 13	137 14	139 12	140 14
LYBIE	100 14	---/---	113 11	108 11	---/---	---/---	---/---	---/---	---/---	---/---
Mauritanie	135 15	137 13	134 12	141 12	141 12	---/---	137 14	133 13	131 11	134 13
Syrie	97 13	98 12	---/---	---/---	---/---	---/---	---/---	---/---	---/---	---/---
Echantillon (Pays)	139	142	144	148	144	140	138	137	140	141

* M : Rang de l'économie algérienne dans le Monde

**A : Rang de l'économie algérienne parmi les pays arabes étudiés par WEF (2019)

Source : Comparaison établie à partir des données des *GCR* pour la période : 2010-2019, WEF, <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth> Consulté le 11/02/2021 (Consulté le 26/03/2021)

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle internationale et dans le monde arabe

Tel qu'il est illustré dans le tableau n°1, l'Algérie est devancée par des pays arabes de moindre envergure en matière de potentiel aussi bien humain que naturel. Sur une période de dix (10) ans, l'Algérie n'arrive pas à déployer ses capacités nationales pour améliorer sa position compétitive. Les Emirats arabes, dont la taille du marché est cinq fois inférieure à celle du marché algérien, occupent la position de leader du monde arabe depuis 2014, ils sont plus compétitifs parce qu'ils produisent pour l'exportation. En 2019, l'économie algérienne se trouve en queue de classement (11^e/16) juste avant les économies en crise : l'Égypte (lourdement endettée), la Mauritanie (économie sous-gérée) et le Yémen (en guerre). C'est une situation équivoque qui ne devait pas être celle de l'Algérie eu égard aux moyens et aux ressources dont elle dispose. Ce classement renseigne sur l'état amorphe de l'environnement algérien de sophistication économique et d'innovation.

En 2012, l'économie du Qatar était au même niveau (phase transitoire vers l'efficacité) que l'économie algérienne. En 2013, le Qatar a réalisé un bond vers l'avant et a grimpé vers la phase d'innovation, trois sauts en une année ! Les experts du WEF (Schwab, 2013, p40-41) expliquent cet exploit par le fait que le Qatar s'est engagé dans une démarche de développement et d'innovation tirée par les connaissances. Ils précisent que le fait que son système de brevetage est mal noté (60^e/141) ne l'a pas empêché d'emprunter d'autres pistes pour se hisser au niveau des pays les plus développés comme la Suisse, la Finlande et les USA et ce grâce aux efforts de stimulation de l'innovation à travers l'acquisition des produits de haute technologie, la collaboration des universités avec le secteur privé et la disponibilité des scientifiques et des ingénieurs dans les domaines qui sont liés à l'innovation.

Les mêmes données reflètent un mauvais score en matière d'innovation et relègue l'économie algérienne à la dernière position en 2012 et l'avant dernière en 2013 (*GCR, WEF, 2012/2013*). Pis encore, en matière d'innovation le *Global Innovation Index (GII)* pour l'année 2020 (Dutta & al., 2020, p17) est très sévère à l'égard de l'économie algérienne en la classant à la position 121^e/131 juste avant la Zambie, le Mali, le Mozambique, le Togo, le Bénin, l'Éthiopie, le Niger, Myanmar, la Guinée et le Yémen.

Au niveau international, tel que le montre le tableau n°1, sur la période (2010-2019), la position compétitive de l'économie de l'Algérie n'a pas évolué, elle a, en revanche, perdu trois positions. Elle a reculé de la position de 86 sur 139 pays en 2010 à la position 89 sur 141 pays en 2019. Durant la période étudiée (2010-2019), l'économie algérienne n'a pas pu quitter le dernier carré de la compétitivité mondiale qui comprend les économies du monde les plus amorphes. La raison principale de l'échec de notre économie réside dans l'état actuel de ces marchés. L'inefficacité des marchés de produits, du travail et du marché financier handicape les tentatives d'innovation, aussi, au niveau des institutions et des organismes publics qu'au niveau de l'industrie et de l'entreprise. Le seul indice, parmi les facteurs d'efficacité, qui affiche un score favorable (38^e/141), comme l'indique le tableau n°2, est la taille du marché algérien, mesurée par le nombre d'habitants. Cette caractéristique représente, d'ailleurs, un facteur clés de succès pour les pays qui exportent des produits manufacturiers pour le marché algérien.

D'autre part, l'inefficacité des marchés est la conséquence directe de l'inaptitude des institutions impliquées dans le développement économique à produire des normes et des standards incitatifs à l'innovation et à la compétitivité. Les indices des institutions et de l'infrastructure sont mal notés comme nous l'indiquons dans le tableau n°2.

4-Les indices à améliorer pour une meilleure position compétitive

Selon *Global Competitive Report* (2019), tous les compartiments du processus de développement présentent des scores insuffisants au niveau de l'ensemble des indices (98 indices) des douze (12) piliers constituant la grille de mesure de la compétitivité de notre économie. Nous avons constaté que quarante-trois (43) indices sur quatre-vingt-dix-huit (98) présentent des insuffisances graves, comme le montre le tableau n°2 :

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle

Tableau n°2 : Les indicateurs de compétitivité de l'économie algérienne présentant des faiblesses

Les quarante-trois indices nécessitant une stratégie de développement améliorée		
Les facteurs de base :		
1^{er} pilier : Institutions	111^e	Référ.
épercussions du terrorisme	102 ^e	Multiple
capital social	119 ^e	N. Zélande
transparence des budgets	92 ^e	Multiple
Liberté de presse	115 ^e	Norvège
performance du secteur public	117 ^e	Singapore
transparence	91 ^e	Danemark
Droits de propriété	110 ^e	Finlande
Gouvernance corporate	133 ^e	N. Zélande
Gouv. et stabilité des politiques	93 ^e	Luxemb.
business modèles digitaux	109 ^e	USA
Force des traités relatifs à l'envir.	107 ^e	Multiple
2^{ème} pilier : Infrastructure	82^e	
Efficience des services de trans.	102 ^e	Singapore
Qualité de l'offre de l'électricité	96 ^e	Multiple
3^{ème} pilier : adoption des TIC	76^e	
- Abonnement à l'Internet fibre	119 ^e	Corée du S.
- Utilisateurs adultes d'Internet	83 ^e	Qatar
4^{ème} pilier : Stabilité macro-économ.	102^e	
- Inflation	106 ^e	Multiple
- Dynamique de la dette	113 ^e	Multiple
5^{ème} pilier : Santé	56^e	Multiple
Les facteurs d'efficience		
6^{ème} pilier : Expertises et compét.	85^e	Suisse
7^{ème} pilier : Marché de produits	125^e	Hong Kong
Compétition du marché des services	120 ^e	Hong Kong
Prévalence des barrières non tarifaires	127 ^e	Singapore
Tarifs commerciaux	138 ^e	Singapore
Efficacité des procédures douanières	127 ^e	Germany
8^{ème} pilier : Marché du travail	131^e	Singapore
Droits des travailleurs	113 ^e	Multiple
Accès de la main d'œuvre étrangère	125 ^e	Albanie
Dépendance à un manag. Profession.	121 ^e	Finlande
Emploi féminin/Emploi masculin	137 ^e	Multiple
Taux d'imposition du travail	125 ^e	Multiple
9^{ème} pilier : Système financier	111^e	Hong Kong
- Crédit national au secteur privé	112 ^e	Multiple
- Marché boursier	123 ^e	Multiple
- Assurance premium	105 ^e	Multiple
- Robustesse du système bancaire	110 ^e	Finlande
- Performance des prêts	119 ^e	Multiple
- Le gap en matière de crédit	106 ^e	Multiple
10^{ème} pilier : Taille du marché	38^e	Bon
Les facteurs d'innovation		
11^{ème} pilier : Dynamique économ.	93^e	
- Temps pour lancer une entreprise	96 ^e	N. Zélande
- Solvabilité du cadre de régulation	101 ^e	Multiple
- Attitude vis-à-vis de l'entrepreneuriat	114 ^e	Israël
- Volonté de délégation des pouvoirs	124 ^e	Danemark
- Croissance des entreprises innovantes	93 ^e	Israël
- Adoption des idées de rupture	91 ^e	Israël
12^{ème} pilier : Capacités d'innovation		
Diversité de la main-d'œuvre	93 ^e	Singapore
- Co-invention internationale	104 ^e	Multiple
Collaboration multipartite	91 ^e	Israël
- La demande sur les brevets	110 ^e	Multiple
- Droits des marques	105 ^e	Multiple

A PERFECTIONNER POUR NE PAS REVENIR A LA PREMIERE PHASE

A MAITRISEZ POUR POUVOIR ACCEDER A LA PHASE DE L'EFFICIENCE

A REALISER POUR ATTEINDRE LA PHASE D' INNOV. ET DE SOPHIST. ECONOMIQUE

1 →

2 →

3 →

1+2+3= ECONOMIE COMPETITIVE ET DEVELOPEE : Stable, efficiente et innovante

Innovation

Source : Etabli par nos soins à partir des données du G C R (2019), WEF, <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth> (Consulté le 09/04/2021)

Nous

pouvons remarquer que les scores des marchés de produits et celui du travail et le marché financier respectivement 125^e/141, 131^e/141 et 111^e/141 sont décevants au regard de la mission fondamentale qui leur incombe de valorisation et d'accompagnement des innovations. La médiocrité de ces scores est un frein majeur aux comportements innovants. S'ils perdurent,

ils constitueront un obstacle à l'économie nationale de progresser vers la phase de l'efficacité. Le passage à la phase d'efficacité, nécessite un effort colossal de normalisation des trois marchés qui, pour l'instant, ne répondent pas aux exigences des standards internationaux de la performance et nécessitent un management adapté.

Par rapport à l'innovation, tous les indices sont au rouge, quatre (4) indices nécessitent l'adoption d'un management de crise en l'occurrence la régulation (101^e/141), l'entrepreneuriat (114^e/141), la délégation de la décision économique (124^e/141), la collaboration pour le développement des inventions (104^e/141) et l'acquisition des brevets (110^e/141).

Si la progression vers la phase de l'innovation est hypothéquée par les mauvais scores de l'efficacité des marchés, le retour à la case du départ est fortement ressenti du fait que les institutions impliquées dans le développement de la compétitivité souffrent d'une mauvaise image car elles occupent la position 111^e/141, l'infrastructure (82^e/141), l'adoption des technologies de l'information et des télécommunications (76^e/141) et la stabilité macro-économique (102^e/141).

5-Conclusion

Sur la période 2010-2019, les données du *WEF* reflètent l'état d'une économie à court de capacités d'innovation et souffrant du manque de compétitivité. Une relecture des scores de la compétitivité de l'économie algérienne nous a permis de constater que près de la moitié des indices (43/98) sont à l'origine de l'état où se trouve actuellement notre économie. Afin de remettre l'économie algérienne sur la voie de la compétitivité, il faut aujourd'hui s'inscrire dans une perspective globale de revalorisation des institutions à vocation économique à l'effet de corriger les distorsions constatées, ci-haut, dans notre analyse.

En premier lieu : les mauvais scores et qui, à notre avis, exercent un effet réducteur sur la propension à la compétitivité et à l'innovation, sont attribués aux indices des institutions, de l'infrastructure, de la stabilité macro-économique et de l'adoption des TIC. Il faut, en effet, redéfinir les rôles des institutions autour des objectifs liés à l'innovation. Les institutions doivent absolument se normaliser et s'impliquer davantage dans le développement du capital humain (119^e/141), œuvrer pour plus de transparence (120^e/141) et pour le développement de l'e-Participation (128^e/141), pour la promotion des droits de propriété (110^e/141), pour l'amélioration du cadre réglementaire et, enfin, pour s'adapter aux *business models* digitaux (109^e/141);

En deuxième lieu, l'amélioration de la performance des indices du marché du travail (131^e/141), du marché des produits (125^e/141) et du marché financier (111^e/141) est une nécessité absolue. La réussite de l'innovation est conditionnée par l'efficacité de ces trois marchés. Les apporteurs de capitaux, publics et privés, locaux ou étrangers et des technologies refusent d'opérer sur des marchés inefficients. L'obsolescence des mécanismes de régulation, par exemple, est un fait qui représente un frein à l'investissement et ne rassurent guère les investisseurs étrangers qui s'attendent à plus de transparence pour qu'ils apportent leurs capitaux et leur savoir-faire.

En troisième lieu, il est plus que jamais prioritaire de mettre en place un climat favorable à l'émergence des comportements créatifs et innovants en améliorant les indices liés, particulièrement, à l'attitude vis-à-vis de l'entrepreneuriat (114^e/141) et à la Co-invention et, globalement, à la dynamique de l'innovation (93^e/141) et aux capacités d'innovation (86^e/141).

Le fait que l'Algérie n'a pas progressé, sur la période 2010-2019, pose un double diagnostic. Le premier doit se faire sur les facteurs de base du premier palier de la compétitivité, leur négligence est susceptible d'enfoncer davantage l'économie algérienne dans le marasme. Le

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle internationale et dans le monde arabe

deuxième diagnostic doit se focaliser sur les capacités d'innovation au niveau macro-économique, au niveau de l'industrie et au niveau de l'entreprise.

En fin, notre analyse nous a permis de conclure au fait que l'économie algérienne est fragilisée par des faiblesses au niveau des capacités des institutions à produire des normes et des valeurs en mesure de constituer des incitations à la propension à l'innovation et, en conséquence, à la compétitivité. Les freins de nature institutionnelle empêchent l'économie nationale à déployer toutes ses ressources pour avancer dans le classement de la compétitivité internationale.

Notre objectif principal était d'analyser les indices de l'innovation et leur effet sur la compétitivité, mais l'analyse de l'ensemble des indices de la grille de compétitivité de l'économie algérienne nous a révélé, contre toute attente, que les scores des facteurs de base et des facteurs d'efficience n'augurent rien de bon pour l'avenir de la compétitivité.

Apport théorique

Notre article contribue à l'émergence d'une nouvelle littérature d'analyse de la performance de l'économie algérienne à partir des facteurs d'efficience et des capacités d'innovation sur les plans micro-économique (entreprises et industrie) et macro-économique (nation). Une grille de mesure de la compétitivité peut être développée et adaptée au contexte économique de l'Algérie qui est loin des frontières technologiques. Ainsi, les experts peuvent réaliser un benchmarking avec les économies qui sont plus compétitives mais qui ont les mêmes caractéristiques que la nôtre.

Apport managérial

Le tableau n°2 présente les éléments autour desquels des ateliers de réflexion doivent être mis en œuvre pour l'accomplissement des exigences de la compétitivité et de l'excellence. Un management efficace est requis pour le redressement de l'ensemble des institutions et organismes impliqués dans le système national d'innovation afin de faciliter le passage à la phase d'innovation. Le redressement de l'ensemble des indices indiqués dans le tableau n°2 est susceptible de résoudre le paradoxe d'une économie dotée de toutes les ressources matérielles et immatérielles mais qui s'abstient de s'améliorer en vue de se hisser en haut de l'échelle de compétitivité.

6-Références bibliographiques

- Ahlstrom, D. (2010). Innovation and Growth: How Business Contributes to Society, Academy of Management Perspectives. *Academy of Management Perspectives*, vol 24, n°3, 10-23.
- Bhaskaran, S. (2006). Incremental Innovation and Business Performance: Small and Medium-Size Food Enterprises in a Concentrated industry Environment. *Journal of Small Business Management*, vol 44, n°1, 64-80.
- Buckley, P. J., Pass, C. L., Prescott, K. (1988). Measures of international competitiveness: A critical survey. *Journal of Marketing Management*, vol. 4, n°2, 175-200.
- Casadella, V., Uzunidis D. (2018), Les capacités d'innovation comme préalable à la formation d'un système national d'innovation.
https://www.openscience.fr/IMG/pdf/iste_techinn18v3n2_7.pdf (Consulté le 18/04/2021)
- Casadella, V. (2018). *Innovation Systems in Emerging Economies, MINT – Mexico, Indonesia, Nigeria, Turkey, Volume 18*. ISTE Ltd. UK
- Delgado, M., Ketels, C., Porter, M. E., Stern, S. (2012), july. The Determinants of National Competitiveness. National bureau of economic research.
<http://www.nber.org/papers/w18249> (Consulté le 06/04/2021)
- Dutta, S., Reynoso, R. E., Lanvin, B., Wunsch-Vincent, S., Rivera León, L., Garanasvili, A., Bayona, P. (2020). *Global Innovation Index pour 2020*. Récupéré sur Global Innovation Index : <https://www.wipo.int/publications/fr/details.jsp?id=4514> (Consulté le 01/04/2021)
- Efrat, K., Gilboa, Yonatan, M. (2017). When marketing and innovation interact: The case of born-global firms. *International Business Review* vol. 26, n° 2, 380-390.
- Furman, J. L., Porter, M., E. Stern, S. (2002). The determinants of national innovative capacity, vol. 31, n° 6, 899-933.
- Foray, D., Hollanders, H. (2015). An assessment of the Innovation Union Scoreboard as a tool to analyse national innovation capacities : The case of Switzerland. *Research Evaluation*, vol. 24, 213-228.
- Gemünden, H. G., Salomo, S., Hölzle, K. (2007). Role Models for Radical Innovations in Times of Open Innovation, vol. 16, n°4, 408-421.
- Koc, T., Ceylan, C. (2007). Factors impacting the innovative capacity in large-scale companies. *Technovation*, vol. 27, 105-114.
- Krugman, P. (1994). Competitiveness: A Dangerous Obsession. *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 2, 28-44.
- Krugman, P. (1996). A Country Is Not a Company. *Harvard Business Review*, January-February, 40-51.
- Lakomski-Laguerre, O. (2006). Introduction à Schumpeter. *L'Économie politique*, vol. 1, n° 29, 82-98.
- Mairesse, J., Robin S. (2011). Productivité et innovations de procédé et de produit dans les entreprises industrielles et de services. *Economie & Prévision*, vol 1, n° 197-198, 21-44.
- Enjolras, M., Camargo M., Boly V. (2018). L'indice d'innovation potentielle (IIP) : Un diagnostic de la capacité à innover au service des PME. *Revue internationale P.M.E.*, vol. 31, n°2, 17-25.
- McDermott, C. M., O'Connor, G. C. (2002). Managing radical innovation: An overview of emergent strategy issues. *The Journal of Product Innovation Management*, vol. 19, 424-438.
- Meier, O. (2005). *Diagnostic stratégique : évaluer la compétitivité de l'entreprise*. Dunod. France
- Mériade, L. (2016). Innovation frugale et culture chinoise : Le cas de l'innovation shanzhai. *Innovations*, vol 3, n°51, pp. 47-67.

Capacités d'innovation et position compétitive de l'économie algérienne à l'échelle internationale et dans le monde arabe

- O'Connor G. C., McDermott C. M. (2004). . *Journal of Engineering and Technology Management*, vol. 21, 11–30.
- OECD. (2001). *Drivers Of Growth:Information Technology, Innovation And Entrepreneurship*. OECD Publications Service. Paris, France.
- Penrose, E. (2009-First published 1959). *The theory of the growth of the firm, 4th, Oxford University Press, Fourth edition*. Oxford University Press Inc. USA.
- Petrariu I. R., Bumbac, R., Ciobanu, R. (2013). Innovation: A path to competitiveness and economic growth, The case of CEE countries. *Theoretical and Applied Economics*, vol. XX, n° 5(582), 15-26.
- Porter, M. E. (1990). *Competitive advantage of nations*. The Free Press, USA.
- Schumpeter, J. A. (1939). *Business cycles, A theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalist Process*. McGraw-Hill Book Company. London, UK
- Schwab, K. (2013). *Global Competitiveness Report*. Récupéré sur:World Economic Forum http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2013-14.pdf (Consulté le 03/4/2021)
- Sener, S., Saridogan, E. (2011). The Effects Of Science-Technology-Innovation On Competitiveness And Economic Growth. *Procedia Social and Behavioral Sciences*, vol. 24,, 815–828.
- Sen, T. K., Ghandforoush, P. (2011). Radical and Incremental Innovation Preferences in Information Technology: An Empirical Study in an Emerging Economy. *Journal of Technology Management & Innovation*, vol 6, n°4, 33-44.
- Siggel, E. (2006). International Competitiveness and Comparative Advantage: A Survey and a Proposal for Measurement», *Journal of Industry, Competition and Trade*, vol. 6, 137 – 159.
- Siudek, T., Zawojnska, A. (2014). Competitiveness in the economic concepts, theories and empirical research. *Oeconomia* vol 13, n°1 , 91–108.
- Sousa, M. J. (2019). Skills to boost innovation - In the context of public policies. *SWS Journal of Social Sciences and Art*, n°1, 90-103.
- Souto, J. E. (2015). Business model innovation and business concept innovation as the context of incremental innovation and radical innovation. *Tourism Management*, vol 51, 142-155.
- Story, V., O'Malley, L., Hart, S., Saker, J. (2008). The development of relationships and networks forsuccessful radical innovation. *Journal of Customer behavior*, vol.7, n°3, p. 187-200 .
- Vyas, V. (2005). Imitation, Incremental Innovation and Climb Down: A Strategy for Survival and Growth of New Ventures. *The Journal of Entrepreneurship*, vol 14, n°2, 103-116.
- Wixted, B. (2009). *Innovation System Frontiers Cluster Networks and Global Value*. Verlag Berlin Heidelberg. Germany.